



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas
Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928
Site Internet : www.icj-cij.org

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2014/33

Le 18 novembre 2014

L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'ONU élisent M. Patrick Lipton Robinson comme membre de la Cour

LA HAYE, le 18 novembre 2014. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies ont élu hier M. Patrick Lipton Robinson (Jamaïque) comme membre de la Cour internationale de Justice (CIJ) pour un mandat de neuf ans qui prendra effet à compter du 6 février 2015.

La biographie de M. Robinson est annexée au présent communiqué.

Il est rappelé que, le jeudi 6 novembre 2014, M. le juge Mohamed Bennouna (Maroc) et Mme la juge Joan E. Donoghue (Etats-Unis d'Amérique) avaient été réélus membres de la Cour, et que MM. James Richard Crawford (Australie) et Kirill Gevorgian (Fédération de Russie) avaient été élus nouveaux membres de la Cour.

L'élection d'un cinquième juge n'avait pas pu être conclue les 6 et 7 novembre, aucun des deux candidats restants — Mme Ruiz Cerutti (Argentine) et M. Robinson — n'ayant obtenu la majorité absolue dans les deux organes, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité. L'élection avait été reportée au 17 novembre.

Après le retrait, il y a quelques jours, de la candidature de Mme Cerutti, seul M. Robinson demeurait en lice. Lors du premier tour de scrutin, le 17 novembre, M. Robinson a obtenu la majorité absolue dans l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

En février 2015, la Cour, dans sa nouvelle composition, élira en son sein un président et un vice-président pour un mandat de trois ans.

*

Pour en savoir plus sur la composition de la Cour, le mode de présentation de candidats et la procédure d'élection, veuillez vous reporter au communiqué de presse 2014/32 qui figure sur le site Internet de la Cour (www.icj-cij.org, rubrique «Espace Presse»).

*

Des photographies de l'élection, prises à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, sont disponibles sur le site Internet des Nations Unies à l'adresse suivante : www.unmultimedia.org/photo.

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). C'est le seul des six organes principaux de l'ONU dont le siège ne soit pas à New York. La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler conformément au droit international les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats (par des arrêts qui ont force obligatoire et sont sans appel pour les parties concernées) et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes de l'ONU et les institutions du système dûment autorisées à le faire. La Cour est composée de quinze juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Indépendante du Secrétariat des Nations Unies, elle est assistée par un Greffe, son propre secrétariat international, dont l'activité revêt un aspect judiciaire et diplomatique et un aspect administratif. Les langues officielles de la Cour sont le français et l'anglais. Aussi appelée «Cour mondiale», elle est la seule juridiction universelle à compétence générale.

Il convient de ne pas confondre la CIJ, juridiction uniquement ouverte aux Etats (pour la procédure contentieuse) et à certains organes et institutions du système des Nations Unies (pour la procédure consultative), avec les autres institutions judiciaires, pénales pour la plupart, établies à La Haye et dans sa proche banlieue, comme par exemple le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (ou TPIY, juridiction ad hoc créée par le Conseil de sécurité), la Cour pénale internationale (CPI, la première juridiction pénale internationale permanente, créée par traité, qui n'appartient pas au système des Nations Unies), le Tribunal spécial pour le Liban (ou TSL, organe judiciaire indépendant composé de juges libanais et internationaux), ou encore la Cour permanente d'arbitrage (CPA, institution indépendante permettant de constituer des tribunaux arbitraux et facilitant leur fonctionnement, conformément à la Convention de La Haye de 1899).

Département de l'information :

M. Andreï Poskakoukhine, premier secrétaire de la Cour, chef du département (+31 (0)70 302 2336)

M. Boris Heim, attaché d'information (+31 (0)70 302 2337)

Mme Joanne Moore, attachée d'information adjointe (+31 (0)70 302 2394)

Mme Genoveva Madurga, assistante administrative (+31 (0)70 302 2396)

Curriculum vitae tel que publié par le Secrétariat des Nations Unies
sous la cote A/69/254-S/2014/522

Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)

[Original : anglais]

Introduction

Le Juge Robinson a acquis une vaste expérience en droit international, y compris en ce qui concerne le droit des traités (notamment l'interprétation des traités et la succession d'États en matière de traités), le droit international des droits de l'homme, le droit pénal international (y compris l'extradition et l'entraide juridique), le droit international humanitaire, les privilèges et immunités, le droit de la mer (y compris la délimitation des frontières maritimes), la protection de l'environnement, la bioéthique internationale, la propriété intellectuelle, la promotion et la protection des investissements, le commerce international, les commissions vérité et justice et l'arbitrage international. Il ne fait aucun doute que son expérience professionnelle et ses qualifications universitaires en font un candidat hautement qualifié pour le poste de juge à la Cour internationale de Justice et lui permettront de contribuer très utilement aux travaux de celle-ci.

Éducation

Bourse d'études Government Code, Jamaica College (1953); représentant de la Jamaïque au dixième forum annuel de la jeunesse organisé à New York (1959); licence en anglais, latin et économie du University College of the West Indies de Londres (1964); licence en droit de l'Université de Londres (1968); avocat (Middle Temple, Londres) (1968); Académie de droit international de La Haye (1970); maîtrise en droit international (droit de la mer, droit aérien, droit des traités et droit des conflits armés), Kings College, Université de Londres (1972).

Distinctions honorifiques

2011	Membre honoraire de l'American Society of International Law
2010	Recteur de l'International University of the Caribbean
2010	Doctorat honoraire en service public décerné par le Christian Theological Seminary d'Indianapolis.
2009	Fait membre de l'Ordre de Jamaïque par le Gouvernement jamaïcain, pour sa contribution dans le domaine du droit et des relations internationales
2009	Lauréat du Carlton Alexander Award for Excellence, décerné par la Jamaica College Old Boys Association
2005	Doctorat en droit honoraire décerné par l'Université des Indes occidentales, pour services rendus dans le domaine du droit et des relations internationales
2003	Récompensé par l'American Foundation for the University of the West Indies pour « services exceptionnels rendus à la région des Caraïbes »
2001	Récompensé par la Grange Hill School Alumni Association (section de New York) pour services rendus à la Jamaïque

- | | |
|------|--|
| 2000 | Prix Pélican décerné par l'Université des Indes occidentales (Guild of Graduates), pour services rendus à la Jamaïque dans le domaine du droit international |
| 1986 | Fait Commandeur de l'Ordre de la Distinction par le Gouvernement jamaïcain, pour services rendus dans le domaine du droit international |

Associations professionnelles

M. Robinson est membre honoraire de l'American Society of International Law et membre du British Institute of International and Comparative Law.

Travaux d'instances internationales

Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de 2008 à 2011; juge du Tribunal depuis novembre 1998; ancien Président de la Chambre de première instance III (saisie de l'affaire *Milošević*); membre du Bureau du Tribunal; membre de la Chambre d'appel dans plusieurs affaires antérieures à 2008; actuellement membre de la Chambre d'appel conjointe du Tribunal et du Tribunal pénal international pour le Rwanda.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

- | | |
|-----------|---|
| 1999-2006 | Conseiller principal chargé d'examiner les articles publiés dans le recueil sur les accords internationaux d'investissement et les instruments connexes |
| 2006-2008 | Membre du comité d'examen des articles publiés dans le recueil sur les politiques internationales d'investissement au service du développement |

Comité international de bioéthique

- | | |
|-----------|--|
| 2002-2005 | Vice-Président du Comité international de bioéthique de l'UNESCO |
| 1996-2005 | Membre du Comité international de bioéthique; membre du comité de rédaction de la Déclaration universelle sur le génome humain et les droits de l'homme

Président du groupe de travail sur l'éthique, la propriété intellectuelle et la génomique; Coprésident de l'équipe chargée d'élaborer un instrument international relatif aux données génétiques

Membre de l'équipe de rédaction de la Déclaration universelle sur la bioéthique |

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

Ancien membre de l'Académie de l'OMPI

- | | |
|------------|--|
| March 2000 | Coordonnateur de la session organisée par l'Académie à l'intention des pays anglophones d'Asie |
|------------|--|

Commission du droit international

1991-1996 Membre de la Commission du droit international; membre du groupe de travail chargé de rédiger le Statut de la Cour pénale internationale et les articles sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables découlant d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; membre du comité de rédaction du projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité.

Commission interaméricaine des droits de l'homme

Membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de 1997 à 1995; Président de la Commission en 1991; rapporteur pour :

- a) La rédaction d'un instrument juridique sur les droits des peuples autochtones; en 1995, a présenté un projet d'instrument à l'Organisation des États américains et aux représentants des peuples autochtones, pour examen;
- b) Les États-Unis, le Canada, Haïti, la Grenade et la Trinité-et-Tobago.

Commission nationale de vérité et de justice (Haïti)

Nommé comme membre international de la Commission en 1995, à l'issue de consultations entre le Gouvernement haïtien, l'ONU et l'Organisation des États américains. L'objet de la Commission était d'établir la vérité sur les plus graves violations des droits de l'homme commises sous le régime militaire de facto qui a dirigé le pays de 1991 à 1994. M. Robinson avait de nombreuses fonctions au sein de la Commission, mais était tout particulièrement chargé de rédiger un projet de chapitre sur le viol et les délits sexuels commis à l'encontre des femmes et constituant des actes de torture et des crimes contre l'humanité.

Parcours professionnel

Fonction publique jamaïcaine

Solicitor General adjoint au Ministère jamaïcain de la justice

M. Robinson est entré dans la fonction publique jamaïcaine en 1968. Il a été Conseiller de la Couronne au Bureau du Procureur général pendant trois ans et a passé le reste de sa carrière dans la fonction publique jamaïcaine au Ministère de la justice. Alors qu'il était au Bureau du Procureur général, il a instruit la première affaire d'extradition en Jamaïque indépendante et a représenté le Procureur général dans toutes les affaires d'extradition jusqu'en 1991. Dans le cadre de ses activités en tant que Conseiller de la Couronne au Bureau du Procureur général, il a notamment préparé des actes d'accusation et instruit une large gamme d'affaires concernant des infractions pénales, notamment des affaires d'homicide, de brigandage qualifié et de viol. Il a également représenté le Procureur général à la Cour d'appel, et a siégé dans l'instance la plus élevée de la Jamaïque, le Privy Council du Royaume-Uni. M. Robinson a également instruit des affaires devant des tribunaux militaires.

Délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités

M. Robinson a dirigé plusieurs délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités portant sur divers aspects du droit international, y compris les traités d'investissement bilatéraux, l'entraide judiciaire en matière pénale, l'extradition, la délimitation des frontières maritimes, le trafic d'armes et les privilèges et immunités.

Autres fonctions de conseil auprès du Gouvernement en matière de droit international

De 1972 à 1998, M. Robinson a rempli les fonctions de conseiller en matière de droit international et d'affaires internationales auprès du Ministère des affaires étrangères et d'autres ministères. Spécialiste du droit des traités, il a dirigé plusieurs délégations jamaïcaines chargées de négocier des traités portant sur divers secteurs du droit international, y compris l'extradition, la protection des investissements, l'environnement, la propriété intellectuelle, la délimitation maritime, les privilèges et immunités et l'entraide judiciaire en matière pénale.

M. Robinson a joué un rôle très actif à la Sixième Commission (commission chargée des affaires juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il a représenté la Jamaïque pendant 26 ans. Il a joué un rôle essentiel dans l'examen de plusieurs questions, y compris la succession d'États en matière de traités, la définition de l'agression, les immunités juridictionnelles des États et de leurs biens, le statut de courrier diplomatique et de la valise diplomatique, le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité et le projet de statut de la Cour pénale internationale.

M. Robinson a remis ses lettres de créance en tant que délégué de la Jamaïque auprès de l'Organisation des Nations Unies en 1982 et a représenté la Jamaïque auprès de divers organismes des Nations Unies, dont la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international et la Commission des sociétés transnationales, dont il a présidé la douzième session en 1986. En 1985, à la demande du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, M. Robinson a établi un rapport sur la position des pays en développement en ce qui concerne une référence au droit international dans le projet de code de conduite des sociétés transnationales. Également à la demande du Centre, il a établi à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes orientales des principes directeurs relatifs à la négociation de traités bilatéraux concernant les investissements. En 1997, il a présidé la réunion d'experts de la CNUCED sur les accords existants en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement. De 1999 à 2008, il a été conseiller principal auprès de la Conférence à l'occasion de l'examen des documents à verser au recueil sur les accords internationaux d'investissement.

En sa qualité de membre de la Commission du droit international, M. Robinson a joué un rôle majeur dans le domaine de la codification et du développement progressif du droit international, dans tous les domaines d'activité de la Commission. En sa qualité de membre du groupe de travail chargé de rédiger le statut de la Cour pénale internationale, il a joué un rôle essentiel dans l'élaboration rapide d'un projet de statut que la Commission a adopté en 1994 et soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies à sa quarante-neuvième session; ce texte a servi de base aux travaux du Comité préparatoire chargé d'étudier le statut de la Cour pénale internationale.

En sa qualité de membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de 1987 à 1995 (Commission qu'il a présidée en 1991), M. Robinson a contribué au développement d'un ensemble d'instruments relatifs aux droits de l'homme pour le système interaméricain à un moment crucial de l'histoire de l'Amérique latine marqué par la transition de nombreux pays d'un régime militaire à la démocratie. Il s'est employé en particulier à ce que les Caraïbes contribuent comme il convient aux travaux de la Commission. Il a également veillé à ce que le système interaméricain des droits de l'homme tire parti des caractéristiques les plus pertinentes et applicables du droit romain et de la common law. Il a représenté la Commission interaméricaine des droits de l'homme dans des affaires dont la Cour interaméricaine des droits de l'homme était saisie.

Durant les 26 ans pendant lesquels il a conseillé le Gouvernement jamaïcain sur des questions de droit, M. Robinson a représenté la Jamaïque à de nombreuses conférences de plénipotentiaires, dont la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, au cours de laquelle il a joué un rôle majeur dans l'élaboration des dispositions traitant des limites de juridiction nationale contenues dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

M. Robinson a également fait œuvre considérable dans le domaine du droit international aux niveaux régional (Organisation des États américains) et sous-régional (Caraïbes). Il a participé à de nombreuses conférences dont les travaux ont servi de base à plusieurs conventions de l'Organisation des États américains, dont celles relatives à l'extradition, à l'entraide judiciaire en matière pénale, aux disparitions forcées, à la corruption et au trafic illicite d'armes. Il a été le Vice-Président de la Conférence spécialisée de l'Organisation réunie pour arrêter le texte de la Convention interaméricaine contre la corruption. Au niveau caribéen, il a participé aux négociations qui ont précédé la conclusion du Traité portant création de la Communauté et du Marché commun des Caraïbes.

M. Robinson a été Conseiller juridique de la Jamaïque au cours des négociations qui ont conduit à l'adoption de la Convention portant création de l'Association des États de la Caraïbe.

À titre personnel, M. Robinson a participé à des ateliers et colloques concernant divers aspects du droit international, notamment l'environnement, la pollution marine, les investissements étrangers, la création de la Cour pénale internationale et les droits des peuples autochtones. Il a été membre du groupe d'experts du Programme des Nations Unies pour l'environnement chargé d'étudier une législation internationale relative à l'environnement visant au développement durable.

Consultant

M. Robinson a servi d'expert auprès :

- a) Du Secrétariat du Commonwealth (Fonds du Commonwealth pour la coopération technique) en vue de dispenser aux pays du Commonwealth des conseils sur la négociation des traités relatifs à la délimitation des zones maritimes;
- b) Du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, s'agissant des traités relatifs aux investissements et du projet de code de conduite des sociétés transnationales;

c) De la CNUCED, s'agissant des traités relatifs aux investissements, notamment en qualité de conseiller principal à l'occasion de l'examen des documents à verser au recueil sur les accords internationaux d'investissement;

d) Du Programme des Nations Unies pour l'environnement pour la rédaction du Protocole relatif aux zones et à la vie sauvage spécialement protégées dans la région des Caraïbes;

e) De la Communauté des Caraïbes, dans le cadre de la rédaction du règlement de procédure de la Cour de justice des Caraïbes.

Comités de rédaction

1. Nommé membre du comité de rédaction de l'American and Caribbean Law Review – the American and Caribbean Law Initiative.
2. Nommé membre du comité de rédaction honoraire de la revue juridique publiée par la faculté de droit de l'Université des Indes occidentales (année universitaire 2012-2013)
3. Nommé membre du comité de rédaction du recueil d'articles sur le droit pénal international publié par Brill Publishing (2012)

M. Robinson a donné des conférences et publié des articles concernant divers secteurs du droit international, dont le droit de la mer, la protection des investissements étrangers, l'extradition, le droit des traités, les droits de l'homme et les négociations relatives aux traités.

On trouvera ci-après une liste de ses publications.

Exposés, articles et séminaires

- 2012 Exposé sur le thème « How Malleable is the Principle of Separation of Powers in the Constitutional System of the Commonwealth Caribbean? An Examination of Privy Council Jurisprudence in Death Penalty Cases in Relation to the Unincorporated Treaty », basé sur l'article intitulé « Achieving “the Admittedly Desirable Result”: Difficulties in Constructing Bridges to the Unincorporated Treaty », faculté de droit, Université des Indes occidentales, Cave Hill (La Barbade), West Indian Law Journal, Jamaica 50th Jubilee Special Edition (août 2012), p. 9
- 2012 « Severing Ties with the UK Monarchy and Privy Council », Symposium on Jamaica at 50: Challenges of an Independent Nation – Haute Commission pour la Jamaïque, Londres.
- 2012 Exposé sur le thème « The Monarchy, Republicanism and The Privy Council », présenté à la London School of Economics à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance de la Jamaïque (juin 2012)
- 2012 Exposé sur le thème « The use of International Law by The Privy Council and the Caribbean Court of Justice on Commonwealth Caribbean Death Penalty Cases: the Convergence of Constitutional and International Law », cours d'hiver de la faculté de droit de l'Université Stetson (îles Cayman)

-
- 2012 « The Contribution of the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia to the Development of International Criminal Justice », faculté de droit de l'Université Duke (États-Unis), mars 2012, à paraître dans un recueil d'articles dédié à Adama Dieng, ancien Greffier du Tribunal pénal international pour le Rwanda
- 2011 Exposé sur le thème « Supporting the International Rule of Law », présenté à la London School of Economics
- 2011 Exposé sur le thème « Challenges to the Rule of Law in International Criminal Justice », présenté à la Oxford Union
- 2010 Tribune libre intitulée « The International Criminal Court and the Caribbean », rédigée à la demande de la Coalition pour la Cour pénale internationale en vue d'encourager les États des Caraïbes à ratifier le Statut de Rome et publiée dans le Daily Gleaner (Jamaïque) le 11 avril 2010
- 2009 Discours d'ouverture de la conférence inaugurale de l'Association caribéenne des magistrats tenue à Port of Spain, consacré au thème « Fairness and Efficiency in the Proceedings of the ICTY » (juin 2009)
- 2009 Article intitulé « Achieving “The Admittedly Desirable Result”: Difficulties in Constructing Bridges to the Unincorporated and Unenforceable Treaty », présenté à la conférence inaugurale de l'Association caribéenne des magistrats (juin 2009)
- 2009 Article intitulé « The Fiftieth Anniversary of the European Court of Human Rights: The Interaction Between the European Court and Other International Courts; Overlapping Systems of Law ».
- 2009 « The Interaction of Legal Systems in the Work of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia » : exposé présenté à la Nova South Eastern University de Davie (États-Unis) (2009); séminaire organisé à l'intention du Bureau du Conseiller juridique du Fonds monétaire international (2007); conférence à la faculté de droit Osgoode de l'Université York (Toronto, Canada) (2007)
- 2006 Article sur la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme présenté à la Conférence régionale sur la bioéthique (Port of Spain) (8 et 9 juin 2006)
- 2005 Article intitulé « Rough Edges in the Alignment of Legal Systems in the Proceedings at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia », présenté au colloque sur la jurisprudence mondiale organisé à la faculté de droit de l'Université de Stanford (18 mars 2005)
- 2004 Exposé sur le thème « Fair But Expeditious Trials », présenté au séminaire de formation de l'Institut universitaire européen de Florence (Italie) (20 février 2004)
- 2002 Exposé sur le thème « Human Rights and State Power in Troubled Times », présenté à la faculté de droit de l'Université Norman Manley (Kingston) (21 février 2002)

-
- 2001 Article intitulé « Institutional and Regulatory Norms: An International Text on Bioethics », présenté à la Table ronde des ministres de la science organisée par l'UNESCO (octobre 2001)
- 2001 Articles sur le règlement des différends entre l'investisseur et l'État et la négociation d'un accord international en matière d'investissement, présentés à la formation organisée par la CNUCED à l'intention des négociateurs des pays d'Asie (Delhi) (novembre 2001)
- 2001 Exposé sur le thème « Character of Fairness in Trials at the International Tribunal for the former Yugoslavia », Université de Toronto (décembre 2001)
- 2001 Article intitulé « Overview of the Main Instruments in the Inter-American System of Human Rights », présenté à un séminaire sur le système interaméricain relatif aux droits de l'homme organisé à l'intention des pays des Caraïbes sous les auspices de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (Grenade) (février 2001)
- 2000 Article sur le thème « Legal Order and the Enforcement of International Law and Human Rights – New Developments regarding the International Responsibility of Individuals », présenté au Forum européen d'Alpbach organisé par l'Austrian College (août 2000); animateur du séminaire et intervenant sur d'autres sujets examinés dans le cadre du Forum
- 1999 Exposé intitulé « Ensuring Fair and Expeditious Trials at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia », présenté à l'Université de Leiden (Pays-Bas) à l'occasion du lancement du programme de maîtrise en droit pénal international
- 1999 Article sur la confidentialité des données génétiques, présenté à la session annuelle du Comité international de bioéthique
- 1997 Article intitulé « Criteria to Test the Development Friendliness of Investment Agreement », présenté à la deuxième session de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières de la CNUCED
- 1994 Article intitulé « New Features of the 1991 Extradition Act (of Jamaica) and other Extradition Issues », présenté au séminaire de l'ordre des avocats jamaïcains
- 1993 Article intitulé « The Law of the Sea – Some Issues relating to the Caribbean », présenté à l'Institut de hautes études internationales de Genève
- 1991 Présentation des travaux de la Commission interaméricaine des droits de l'homme à :
- L'Université Saint Thomas (Miami, États-Unis)
 - La Commission africaine des droits de l'homme (Gambie)

- 1990 En tant qu'animateur d'un séminaire sur les traités organisé par le Caribbean Law Institute, a présenté un exposé sur la négociation, la rédaction et l'entrée en vigueur des traités
- 1986 Animateur d'un séminaire sur les traités bilatéraux de protection des investissements dans les Caraïbes, organisé à la Trinité-et-Tobago par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
- 1985 Animateur d'un séminaire sur l'établissement des rapports à présenter en application des conventions relatives aux droits de l'homme, organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche à la Barbade à l'intention des diplomates et juristes des Caraïbes
- 1984 Animateur d'un séminaire sur le droit de la mer, organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Jamaïque à l'intention des responsables de la pêche dans les Caraïbes
- 1983 Animateur d'un séminaire organisé par le Secrétariat du Commonwealth à la Trinité-et-Tobago, à l'intention des jeunes diplomates des Caraïbes
- 1982 Présentation d'un exposé sur les principales questions relatives au droit de la mer, lors d'un séminaire organisé par la Jamaican Geological Society et la Jamaican Society of Scientists and Technologists

Travaux de recherche et publications

- 2012 Article intitulé « Achieving “The Admittedly Desirable Result”: Difficulties in Constructing Bridges to the Unincorporated Treaty », publié dans le West Indian Law Journal, Jamaica 50th Jubilee Special Edition (août 2012, p. 9)
- 2012 Article intitulé « The Monarchy, Republicanism and the Privy Council: The Enduring Cry for Freedom » – The Round Table », publié dans The Commonwealth Journal of International Affairs (2012), p. 1 à 8
- 2012 « Affirming the International Rule of Law », publié dans European Human Rights Law Review (no 1 de 2012), p. 32
- 2011 La justice internationale : la juridiction pénale, les conflits et le droit, Emmanuel Goffi et Grégory Bouterin (dir.), Choiseul, 2011
- 2011 Assessing the Legacy of the ICTY, publié sous la direction de Richard H. Steinberg, Martinus Nijhoff Publishers. Le livre est inspiré de la conférence sur l'évaluation de l'héritage du Tribunal qui s'est tenue à La Haye en février 2012. Auteur des chapitres suivants :
- Chapitre 2 National Ownership: The Key Concept of the Tribunal's Vision

- Chapitre 5 Creating a Legacy that Supports Sustainable Rule of Law in the Region
- Chapitre 46 The Way Forward
- Chapitre 55 The Virtues of Patience and Open discourse
- 2010 Protecting Humanity: Essays in International Law and Policy in Honour of Navantham Pillay, publié sous la direction de Chile Eboe-Osuji, « Judicial Independence and the Rule of Law »
- 2009 The Right to a Fair Trial in International Law with specific reference to the work of the ICTY, Berkeley Journal of International Law Publicist, vol. 3, 2009, p. 1 à 11
- 2009 The Interaction of Legal Systems in the Work of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia – I.L.S.A. Journal of International and Comparative Law, vol. 16 (automne 2009), no 1, p. 5 à 17
- 2009 The UNESCO Universal Declaration on Bioethics and Human Rights: Background, Principles and Application, publié par l'UNESCO sous la direction de Henk A. M. J. ten Have et Michele S. Jean, 2009. Auteur des chapitres 29 (Article 27: Limitations on the Application of the Principles) et 30 (Article 28: Denial of Acts Contrary to Human Rights, Fundamental Freedoms and Human Dignity)
- 2005 Article intitulé « Fair but Expeditious Trials » dans The Dynamics of International Criminal Justice International Law Series, Essays in Honour of Sir Richard May, 2006, publié sous la direction de Hiram Abtahi et Gideon Boas
- 2005 Article intitulé « Rough Edges in the Alignment of Legal Systems in the Proceedings at the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia » publié dans le Journal of International Criminal Justice, 3 (2005), p. 1037 à 1058
- 2002 Article intitulé « Human Rights and State Power in Troubled Times », West Indies Law Journal, vol. 27 (1), 2002, p. 49
- 2002 Auteur du chapitre « The Missing Crimes » dans un ouvrage intitulé The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary (publié sous la direction d'Antonio Cassese, Paola Gaeta et John R.W.D. Jones), paru à Oxford University Press, 2002, p. 497
- 2000 Article intitulé « Ensuring Fair and Expeditious Trials at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia », 11 European Journal of International Law, 2000, p. 69
- 2000 Article intitulé « Criteria to Test the Development Friendliness of Investment Agreements », paru dans Transnational Corporations, vol. 7, no 1, avril 1998
- 1999 Article intitulé « Entry and Establishment in Investment Agreements », présenté à la Conférence régionale de la CNUCED

- sur l'investissement organisée à l'intention des pays du CARICOM et de la Communauté andine
- 1997 Article intitulé « Protection of Human Rights in the Democratic Reality in the Hemisphere: Problems and Challenges », présenté à un symposium organisé sous les auspices de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sur le thème Structure of the Inter-American System for the Promotion and Protection of Human Rights: Evaluation and Challenges
- 1997 Article intitulé « The Definition of Investment in Regional and Multilateral Investment Treaties and their Implications for Development », présenté à la réunion d'experts de la CNUCED sur les traités régionaux et multilatéraux en matière d'investissement et leurs incidences sur le développement
- 1993 Article intitulé « Treaty Negotiations, Drafting, Ratification and Accession by CARICOM States », paru dans le West Indian Law Journal, vol. 18, no 2
- 1992 Article intitulé « The Inter-American Human Rights System, paru dans le West Indian Law Journal, vol. 17 (mai 1992), p. 8
- 1990 Article intitulé « Negotiation and Drafting of Treaties from the Perspective of Developing Countries », rédigé sous les auspices du Caribbean Law Institute
- 1990 Principes directeurs établis à l'intention de l'Organisation des États des Caraïbes aux fins des négociations relatives aux traités bilatéraux en matière d'investissement, établis pour le compte du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales
- 1989 Article intitulé « The Law of the Sea dans Caribbean Perspectives on International Law and Organisations (1989), publié sous la direction de B. G. Ramcharan et L. B. Francis
- 1987 Article intitulé « The Agreement Establishing the Multilateral Investment Guarantee », paru dans le West Indian Law Journal, vol. II (octobre 1987).
- 1986 Article intitulé « International Cooperation for the Control of Drug Abuse in the Americas Legal Regime », présenté au Colloque sur la réforme juridique parrainé par l'Organisation panaméricaine de la santé et le Jamaica National Council on Drug Abuse and Prevention and Control Project, tenu à Kingston en mai 1986
- 1986 « The Question of a Reference to International Law in the United Nations Draft Code of Conduct on Transnational Corporations », article établi à l'intention du Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales et publié par celui-ci en juillet 1986 en tant que premier numéro d'une série d'études (UNCTC Current Studies, série A, vol. 1) visant à favoriser une meilleure connaissance des sociétés transnationales, de leurs activités et de leurs incidences économiques, juridiques, politiques et sociales; ultérieurement présenté à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit et

- paru dans le *West Indian Law Journal*, vol. 10 (octobre 1986) sous le titre « The Fear of, and Insistence on, a Reference to International Law in the United Nations Code of Conduct on Transnational Corporations »
- 1985 Article intitulé « The June 1985 Reconvened Special Session on the Code of Conduct for Transnational Corporations », paru dans le *CTC Reporter*, no 20 (automne 1985)
- 1984 Article intitulé « The Commonwealth Scheme for the Rendition of Fugitive Offenders – A Critical Appraisal of Some Essential Elements », 33 *International and Comparative Law Quarterly* 613 (1984), présenté sous une forme modifiée à la huitième Conférence du Commonwealth sur le droit (1986)
- 1983 Article intitulé « Common Ownership and Development of Extra-territorial (Maritime) Resources of the region », lu à la sixième Conférence de l'American Association of Jurists et paru dans le *West Indian Law Journal*, vol. 10 (mai 1986)
- 1982 Article intitulé « Main Issues before the Law of the Sea Conference », *Journal of the Geological Society of Jamaica* (décembre 1982)
- 1980 Article non publié intitulé « The Group of Landlocked and Geographically Disadvantaged States in the Third United Nations Conference of the Law of the Sea », présenté à la réunion des spécialistes du droit de la mer du Marché commun des Caraïbes
- 1978 Article intitulé « Extradition – Jamaican Case Law and Need for Reform », paru dans le *West Indian Law Journal* (mai 1978)
- 1973 Coauteur, avec Ken Rattray et Allan Kirton, d'un article intitulé « The Effects of the Existing Law of the Sea on the Development of the Caribbean Region and the Gulf of Mexico », présenté à la conférence *Pacem in Maribus* tenue à Kingston et paru dans *Pacem in Maribus IV* – 1973 Caribbean Study Project 32
- 1970 Travail de recherche sur l'article 62 de la Convention de Vienne de 1969 sur le droit des traités, « *Clausula Rebus Sic Stantibus: Fundamental Change of Circumstances* », mené à l'Académie de droit international de La Haye dans le cadre d'un programme de bourse de l'ONU
- 1970 Article non publié intitulé « No Case to Answer in a Criminal Case – Incidence and Degree of Proof », rédigé à l'intention du Ministère public jamaïcain

Autres activités juridiques

- 2008 Membre d'un comité du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements chargé d'examiner l'opportunité d'annuler une décision prise par un tribunal d'arbitrage créé dans le cadre du Centre

- 2010 Arbitre-Président d'un tribunal d'arbitrage créé dans le cadre du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements
- 2010 Arbitre-Président d'un tribunal d'arbitrage créé dans le cadre de la Chambre de commerce internationale (a démissionné du poste peu après avoir pris ses fonctions)
- 2011 Inscrit sur la liste des arbitres chargés de régler les différends portés devant l'Organisation mondiale du commerce

Publications non juridiques

- 2007-2008 Jamaican Athletics – A Model for the World, trois éditions
- 2009 Auteur de Jamaican Athletics – A Model for 2012 and the World, publié par Arcadia Books, Londres
- 2012 « A Panoramic Look at Sports in Jamaica since Independence », Jamaica Journal, vol. 34, no 1 et 2 (édition spéciale publiée à l'occasion du cinquantenaire de l'indépendance)
-